

**No. 54452\***

---

**Peru  
and  
France**

**Agreement between the Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic on the protection of information and classified material in the field of defence (with annex and notes verbales of correction, Lima, 13 April 2015 and 17 April 2015). Lima, 4 November 2013**

**Entry into force:** *24 June 2015, in accordance with article 20*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Peru, 19 April 2017*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Pérou  
et  
France**

**Accord entre le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française relatif à la protection des informations et matériels classifiés dans le domaine de la défense (avec annexe et notes verbales de rectification, Lima, 13 avril 2015 et 17 avril 2015). Lima, 4 novembre 2013**

**Entrée en vigueur :** *24 juin 2015, conformément à l'article 20*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Pérou, 19 avril 2017*

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

**ACCORD**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU PEROU**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**RELATIF A**

**LA PROTECTION DES INFORMATIONS ET MATERIELS CLASSIFIES DANS**

**LE DOMAINE DE LA DEFENSE**

Le Gouvernement de la République du Pérou, ci après dénommé « la Partie péruvienne »

et

Le Gouvernement de la République française, ci après dénommé « la Partie française »

Ci-après dénommés les Parties,

Désireux l'un et l'autre de garantir la protection des informations et matériels classifiés échangés ou produits dans le domaine de la défense, entre les deux Etats ou entre des organismes publics ou privés soumis à leurs lois et réglementations nationales respectives,

Sont convenus des dispositions suivantes.

#### ARTICLE I Définitions

Aux fins du présent Accord, on entend par :

« Informations et matériels classifiés », les informations et matériels auxquels, sans préjuger de leur forme, nature et mode de transmission, qu'ils soient élaborés ou en cours d'élaboration, a été attribué un niveau de classification de sécurité ou de protection et qui requièrent, dans l'intérêt de la sécurité nationale et conformément aux législations et réglementations nationales des Parties, une protection contre, la destruction, la soustraction, la divulgation, la perte, l'accès par une personne non habilitée et autorisée ou tout autre type de compromission ;

« Partie d'origine », la Partie, y compris tout organisme public ou privé soumis à ses lois et réglementations nationales, qui délivre ou transmet une information ou un matériel classifié à l'autre Partie ;

« Partie destinataire », la Partie, y compris tout organisme public ou privé soumis à ses lois et réglementations nationales, à qui les informations ou matériels classifiés sont transmis ;

« Partie hôte », la Partie sur le territoire de laquelle est effectuée une visite ;

« Autorités de sécurité compétentes », l'autorité de chacune des Parties, responsable du contrôle général et de la mise en application du présent Accord ou toute autorité compétente autorisée conformément aux lois et réglementations nationales de chacune des Parties et qui est responsable de la mise en application du présent Accord selon les domaines concernés ;

« **Domaine de la défense** », le domaine dans lequel sont mis en œuvre l'ensemble des moyens destinés à la réalisation des missions de défense nationale de chacune des Parties ;

« **Contrat classé ou contrat à clauses de sécurité** », un contrat, un contrat de sous-traitance ou un projet dont l'élaboration et l'exécution nécessitent l'accès à des informations ou un matériel classifié ou l'utilisation et la production d'informations classifiées ;

« **Contractant** » signifie tout individu ou personne morale ayant la capacité juridique de négocier et conclure des contrats classés ou à clauses de sécurité ;

« **Utilisateur** », personne physique ou morale habilitée par les Parties à traiter des informations et matériels classifiés ;

« **Besoin d'en connaître** », fait référence à la nécessité d'avoir accès à des informations et matériels classifiés dans le cadre d'une fonction officielle déterminée et pour l'exécution d'une mission spécifique.

## ARTICLE 2

### Objet

Le présent Accord constitue la réglementation de sécurité commune, applicable, dans le domaine de la défense, à tout échange d'informations et matériels classifiés entre les Parties, ou entre les organismes publics ou privés soumis à leurs lois et réglementations nationales.

## ARTICLE 3

### Autorités compétentes

Les Autorités de sécurité compétentes responsables du contrôle général et de la mise en application du présent Accord sont :

Pour la République du Pérou :

**Ministerio de defensa  
Av. La Peruanidad s/n  
Jesús María  
LIMA**

Pour la République française :

**Ministère de la défense de la république française  
14, rue Saint-Dominique  
75 700 PARIS SP 07**

Les Parties se tiennent mutuellement informées de tout changement éventuel affectant leurs Autorités de sécurité compétentes.

#### ARTICLE 4 Principes de sécurité

Conformément à leurs lois et réglementations nationales respectives, les Parties prennent les mesures propres à assurer la protection des informations et matériels classifiés qui sont transmis, reçus ou créés selon les termes du présent Accord et apportent aux dites informations un niveau de protection équivalent à celui qui est accordé à leurs propres informations classifiées nationales, tel que défini à l'article 5.

La protection des informations et matériels classifiés échangés entre les Parties est régie par les principes suivants :

4.1 La Partie destinataire donne aux informations et matériels classifiés qu'elle reçoit un niveau de protection équivalent à celui expressément appliqué à ces informations et matériels par la Partie d'origine conformément aux équivalences définies à l'article 5 du présent Accord.

4.2 L'accès aux informations et matériels classifiés est limité uniquement aux personnes qui ont été préalablement habilitées au niveau requis et dont les fonctions nécessitent l'accès à ces informations et matériels classifiés sur la base du besoin d'en connaître.

4.3 La Partie destinataire ne transmet pas les informations et matériels classifiés à un Etat tiers, à une personne physique ou morale n'ayant pas la nationalité d'une des Parties, ou une organisation internationale sans l'autorisation écrite préalable des autorités compétentes de la Partie d'origine.

4.4 Les informations et matériels classifiés transmis ne peuvent être utilisés à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont officiellement transmis.

4.5 La Partie destinataire ne déclassifie ni ne déclassifie une information ou un matériel classifié transmis sans l'accord écrit préalable des autorités compétentes de la Partie d'origine.

#### ARTICLE 5 Classifications de sécurité et équivalences

Les Parties, ayant pris connaissance des mesures de sécurité prescrites par leurs législations et leurs réglementations nationales respectives, s'engagent à assurer la protection des informations et matériels classifiés échangés et adoptent l'équivalence des niveaux de classification de sécurité définis dans le tableau ci-dessous :

PEROU	FRANCE
<i>SECRETO</i>	SECRET DEFENSE
<i>RESERVADO</i>	CONFIDENTIEL DEFENSE
<i>CONFIDENCIAL</i>	(Nota)

(Nota) Les informations marquées « *CONFIDENCIAL* » sont traitées et protégées en France selon les lois et réglementations nationales de cette Partie applicables à la mention « *DIFFUSION RESTREINTE* », qui constitue un niveau de protection mais non de classification.

Les informations non classifiées mais protégées par la mention « *DIFFUSION RESTREINTE* », transmises par la Partie française, sont traitées et protégées par le Pérou selon ses lois et réglementations nationales applicables à la mention « *CONFIDENCIAL* ».

Afin de maintenir des normes de sécurité comparables, chaque Partie, à la demande de l'autre, fournit toutes les informations concernant les règles de sécurité, les procédures et les pratiques nationales appliquées pour assurer la sécurité des informations et matériels classifiés. Chaque Partie facilite les contacts entre les autorités de sécurité des deux Parties.

Les Parties se tiennent informées de tout changement concernant les lois et règlements concernant la sécurité des informations et matériels classifiés.

#### ARTICLE 6 Habilitation de sécurité

Pour l'accès aux informations et matériels classifiés *CONFIDENTIEL DEFENSE* / *RESERVADO* ou de niveau supérieur, chaque Partie, conformément aux législations et réglementations nationales, suit une procédure d'habilitation de sécurité.

S'agissant de l'habilitation de sécurité d'un ressortissant d'une des Parties qui a séjourné ou qui séjourne encore sur le territoire de l'autre en vertu d'accords ou de contrats soumis au présent Accord, les autorités de sécurité compétentes de chaque Partie se prêtent assistance conformément à leur législation et réglementation nationales.

#### ARTICLE 7 Marquage, réception et modification

Dès réception des informations et matériels classifiés en provenance de l'autre Partie, la Partie destinataire appose ses propres timbres nationaux de classification conformément aux équivalences définies à l'article 5 du présent Accord.

Les Parties s'informent mutuellement de tout changement ultérieur de classification des informations et matériels classifiés transmis.

**ARTICLE 8**  
**Règles de divulgation**

Les informations et matériels classifiés échangés, transmis ou élaborés conjointement par les deux Parties au titre d'accords, de contrats classés ou de toute autre activité commune ne peuvent être déclassés, déclassifiés ou transmis à un Etat tiers, à une personne physique ou morale ayant la nationalité d'un Etat tiers, ou à une organisation internationale, sans l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

**ARTICLE 9**  
**Mesures de sécurité**

Chaque Partie porte à la connaissance des utilisateurs l'existence du présent Accord dès lors que des échanges d'informations et matériels classifiés sont concernés.

Les Parties reconnaissent mutuellement les habilitations de sécurité délivrées à leurs ressortissants dans le cadre de l'accès aux informations classifiées.

Si l'une des Parties considère qu'une société enregistrée sur son territoire national est la propriété ou est sous l'influence d'un Etat tiers dont les objectifs ne sont pas compatibles avec ceux de la Partie hôte, cette société ne se verra pas délivrer de certificat d'habilitation. Les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie ayant formulé la demande seront avisées en conséquence dans les meilleurs délais.

Les Autorités de Sécurité Compétentes se tiennent mutuellement informées des changements concernant les habilitations de sécurité de leurs ressortissants dans le cadre du présent Accord, en particulier en cas de retrait d'habilitation ou d'abaissement de son niveau.

**ARTICLE 10**  
**Transmission d'informations aux utilisateurs des Parties**

En cas de transmission d'informations et matériels classifiés d'une Partie à des utilisateurs de l'autre Partie, la Partie destinataire doit :

10.1 S'assurer que leurs installations sont en mesure de protéger comme il convient les informations et matériels classifiés.

10.2 Accorder à ces installations une habilitation de sécurité au niveau requis.

10.3 Accorder une habilitation de sécurité au niveau requis aux personnes ayant le besoin d'en connaître.

10.4 S'assurer que toutes les personnes ayant accès à ces informations et matériels classifiés sont informées de leurs responsabilités en matière de protection des informations et matériels classifiés conformément aux lois et règlements en vigueur.

10.5 Effectuer ou faire effectuer des inspections régulières de sécurité de ses installations.

#### ARTICLE 11

##### Reproductions, traductions et destruction

La Partie destinataire assure le marquage des reproductions et des traductions produites de manière identique aux originaux et leur assure la même protection.

La traduction et la reproduction des informations classifiées **SECRET DEFENSE / SECRETO** sont autorisées uniquement avec le consentement écrit des Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine.

Les informations classifiées sont détruites de telle manière que leur reconstruction totale ou partielle soit impossible.

Selon les lois et réglementations nationales des Parties, une preuve écrite de destruction doit être conservée et fournie à la Partie d'origine à sa demande.

#### ARTICLE 12

##### Procédures à suivre en matière de transmission

12.1 Les informations classifiées sont transmises d'une Partie à l'autre par la voie diplomatique conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie d'origine.

12.2 Les Autorités de Sécurité Compétentes peuvent, d'un commun accord, convenir de ce que les informations classifiées peuvent être transmises par un autre moyen que la voie diplomatique, dans la mesure où ce mode de transmission s'avérerait inadapté ou difficile.

12.3 Les transmissions répondent aux exigences suivantes :

a) le convoyeur à une habilitation de sécurité appropriée. La personne assurant l'acheminement est un employé permanent de la société expéditrice ou destinataire, ou appartient à l'administration, et dispose d'une habilitation d'un niveau au moins égal à celui des informations classifiées à convoyer ;

b) la personne assurant l'acheminement est munie d'une lettre de courrier délivrée par l'autorité dont relève l'expéditeur ou celle dont relève le destinataire ;

c) la Partie d'origine tient un registre des informations classifiées qui sont transférées et un extrait de ce registre est fourni à la Partie destinataire sur demande. L'expéditeur conserve un relevé des informations classifiées acheminées, un exemplaire dudit relevé est remis au destinataire qui le transmet à l'autorité compétente ;



d) les informations classifiées sont dûment emballées et scellées conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie d'origine ;

e) la réception des informations classifiées est confirmée par écrit dans les meilleurs délais.

12.4 La transmission d'une importante quantité d'informations classifiées est organisée entre les Autorités de Sécurité Compétentes respectives au cas par cas.

12.5 La transmission électronique d'informations classifiées est effectuée uniquement sous forme cryptée, en utilisant des méthodes et dispositifs cryptographiques mutuellement acceptés entre les Autorités de Sécurité Compétentes respectives.

### ARTICLE 13 Contrats classés

13.1 Lorsque des négociations précontractuelles en vue d'un contrat ou d'un contrat de sous-traitance classé sont entamées, entre un utilisateur situé dans une des Parties et un autre situé dans l'autre Partie, l'autorité de sécurité compétente de la Partie d'origine informe l'autorité de sécurité de la Partie destinataire. La notification doit indiquer le plus haut niveau de classification des informations impliquées dans le contrat classé.

13.2 Les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine notifient aux Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie destinataire tout Contrat classé ou à clauses de sécurité avant tout échange d'informations classifiées.

13.3 Une Partie ayant l'intention de conclure ou d'autoriser un de ses Contractants à conclure un Contrat classé ou à clauses de sécurité avec un Contractant de l'autre Partie s'assure auprès de l'Autorité de Sécurité Compétente de l'autre Partie que ce dernier détient le niveau d'habilitation approprié nécessaire à l'exécution dudit contrat classé. Dans la négative, l'Autorité de Sécurité Compétente de la Partie destinataire débute une procédure d'habilitation au niveau requis.

13.4 Avant de conclure un Contrat classé avec un Contractant placé sous la juridiction de l'autre Partie ou d'autoriser l'un de ses propres Contractants à conclure un Contrat classé sur le territoire de l'autre Partie, une Partie reçoit au préalable l'assurance écrite de l'Autorité de Sécurité Compétente de l'autre Partie que le Contractant proposé a reçu une habilitation de niveau approprié et qu'il a pris toutes les mesures de sécurité appropriées nécessaires à la protection des informations classifiées.

13.5 Pour tout contrat ou contrat de sous-traitance classé comportant des informations et matériels classifiés, il est établi une annexe de sécurité. Dans cette annexe, l'autorité de sécurité compétente de la Partie d'origine de l'information ou du matériel précise ce qui doit être protégé par la Partie destinataire ainsi que le niveau de classification correspondant qui est applicable. Seule l'autorité de la Partie d'origine peut modifier le niveau de classification d'une information ou d'un matériel défini dans une annexe de sécurité.

13.6 Tout Contrat classé contient des dispositions relatives aux instructions de sécurité ainsi qu'un guide de classification. Ces instructions sont cohérentes avec celles dispensées par les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie d'origine.

13.7 L'Autorité de Sécurité Compétente de la Partie d'origine transmet une copie de l'annexe de sécurité à l'Autorité de Sécurité Compétente de l'autre Partie.

13.8 Les Autorités de Sécurité Compétentes de la Partie sur le territoire de laquelle le contrat classé doit être exécuté sont tenues de veiller à ce que, dans le cadre de l'exécution de Contrats classés, soit appliqué et maintenu un niveau de sécurité équivalent à celui requis pour la protection de leurs propres Contrats classés.

13.9 Avant de conclure un Contrat classé avec un sous-contractant, le Contractant reçoit l'autorisation de ses Autorités de Sécurité Compétentes. Les sous-contractants se conforment aux mêmes conditions de sécurité que celles établies pour le Contractant.

#### ARTICLE 14

##### Visites

Les visites par les ressortissants d'une Partie sur un site de l'autre Partie où des informations et matériels classifiés sont détenus, sont accordées sous réserve qu'une autorisation préalable écrite pour de telles visites ait été donnée par l'autorité de sécurité compétente de la Partie d'accueil. Les visites de ressortissants d'un Etat tiers impliquant l'accès à des informations ou matériels classifiés échangés entre les Parties ou à des zones où de tels informations et matériels peuvent être détenus, ne peuvent être autorisés que d'un commun accord entre les Parties.

Les demandes de visites sont transmises par la voie diplomatique à l'Autorité de sécurité compétente de la Partie hôte. Ces demandes doivent parvenir dans un délai minimum de trois (3) semaines avant la visite demandée. Les demandes de visites contiennent les informations figurant à l'Annexe du présent Accord.

Une Partie peut demander une autorisation de visite pour une période maximale de douze (12) mois. S'il y a présomption qu'une visite particulière ne sera pas terminée dans le délai approuvé ou qu'un allongement de la période autorisée pour les visites régulières est nécessaire, la Partie qui fait la demande de visite fait une nouvelle demande d'autorisation de visite dans un délai qui ne peut être inférieur à trois semaines avant l'expiration de l'autorisation concernant la visite en cours.

Tous les visiteurs doivent se conformer aux règles de sécurité et aux instructions de la Partie hôte.

Les visites visées au présent paragraphe impliquent que tout visiteur ait une habilitation de sécurité appropriée ainsi que le besoin d'en connaître.

**ARTICLE 15**  
**Visites multiples**

Pour tout projet, programme ou contrat classés, les Parties peuvent convenir d'établir des listes de personnels autorisés à effectuer des visites multiples conformément aux modalités et conditions convenues mutuellement par les autorités de sécurité compétentes des Parties. Ces listes sont valables pour une période initiale de douze mois pouvant être prolongée après entente entre les autorités de sécurité compétentes des Parties pour des périodes supplémentaires n'excédant pas douze mois.

Les listes mentionnées ci-dessus sont établies et arrêtées conformément aux dispositions en vigueur dans la Partie hôte. Une fois ces listes approuvées par les autorités de sécurité compétentes des Parties, les modalités de visites particulières peuvent être effectuées directement auprès des autorités compétentes des établissements qui doivent être visités par les personnes mentionnées sur ces listes selon les termes et conditions agréés.

**ARTICLE 16**  
**Contrôle des installations**

Conformément à ses lois et règlements nationaux, chaque Partie conduit des inspections de sécurité dans ses établissements qui détiennent des informations et matériels classifiés transmis ou échangés dans le cadre du présent Accord, afin de s'assurer que les mesures de sécurité sont correctement appliquées.

En conformité avec les procédures énoncées dans le présent Accord, les représentants de chaque Partie, sur leur demande, peuvent se rendre sur les sites et les installations situés sur le territoire de l'autre Partie afin d'y apprécier, avec les autorités compétentes, les mesures de protection mises en place pour assurer la sécurité des informations et matériels classifiés qui ont été transmis par la Partie d'origine.

**ARTICLE 17**  
**Compromission de sécurité**

En cas de compromission suspectée ou avérée, quelle qu'en soit la forme, destruction, détournement, soustraction, reproduction non autorisée, divulgation, perte effective ou présumée d'informations et matériels classifiés transmis ou échangés, ou toute violation de la réglementation nationale relative à la protection des informations classifiées transmises dans le cadre du présent Accord, les Autorités de Sécurité Compétentes de l'autre Partie en sont immédiatement informées par écrit.

La notification doit être suffisamment détaillée pour que la Partie d'origine puisse procéder à une évaluation complète des conséquences.

La Partie destinataire mène une enquête (avec, si nécessaire, l'aide de l'autre Partie) et prend toute mesure appropriée, conformément à ses lois et règlements nationaux, pour limiter les conséquences et prévenir tout nouveau cas. La Partie destinataire informe la

Partie d'origine des résultats de l'enquête et des mesures prises pour éviter la reproduction de tels agissements.

**ARTICLE 18**  
Frais

L'exécution du présent Accord ne génère aucun frais spécifique.

**ARTICLE 19**  
Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé exclusivement par consultation entre les Parties.

**ARTICLE 20**  
Dispositions finales

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet le jour de la réception de la seconde notification. Les dispositions du présent Accord s'appliqueront également aux informations et matériels classifiés échangés préalablement à son entrée en vigueur.

Le présent Accord pourra être amendé à tout moment d'un commun accord par écrit entre les Parties. Les amendements entreront en vigueur conformément au paragraphe 1 du présent article.


Le présent Accord, y compris son annexe qui en fait partie intégrante, est conclu pour une durée de vingt (20) ans, à compter de la date d'entrée en vigueur, et sera reconduit expressément par périodes de cinq (5) ans.

Le présent Accord pourra être dénoncé à tout moment par chacune des Parties avec un préavis de six (6) mois. Cette dénonciation ne remettra pas en cause les droits et obligations des Parties liées à la protection des informations et matériels classifiés échangés aux fins de la mise en œuvre du présent accord.

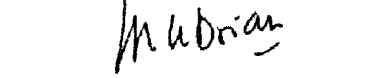
En cas de dénonciation et tant que la Partie d'origine n'a pas notifié leur déclassification à la Partie destinataire, les informations et matériels classifiés échangés pendant la durée de l'Accord ainsi que ceux résultant de contrats classés ou de contrats de sous-traitance conclus et encore en vigueur ou en cours d'exécution, continueront à être traités conformément aux dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Parties dûment autorisés à cet effet, signent le présent Accord et y apposent leur sceau.

Fait à Lima le 4 novembre 2013 en deux exemplaires, chacun en langue française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

  
Pour le Gouvernement de la  
République du Pérou

Pedro Cateriano Bellido  
Ministre de la Défense

  
Pour le Gouvernement de la  
République française

Jean-Yves Le Drian  
Ministre de la Défense

## ANNEXE

La demande de visite mentionnée aux articles 12 et 13 devra contenir les informations suivantes :

- a) Le nom et le prénom du visiteur, la date et le lieu de naissance, la nationalité et le numéro du passeport ;
- b) L'emploi et la fonction du visiteur, le nom de l'établissement ou de l'organisme qui l'emploie ;
- c) Le niveau d'habilitation de sécurité du visiteur, authentifié par un certificat de sécurité à fournir par la Partie requérante;
- d) La date proposée de la visite et la durée prévue ;
- e) L'objet de la visite et toutes les indications utiles sur les sujets à traiter et les niveaux de classification des informations et matériels classifiés;
- f) Le nom des établissements, des installations et des locaux, objets de la visite;
- g) Les noms et prénoms des personnes qui doivent recevoir le visiteur, si possible;
- h) La date, la signature et l'apposition du timbre officiel de l'autorité (de sécurité) compétente de la partie requérante.

[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO**

**ENTRE**

**EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ**

**Y**

**EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA**

**RELATIVO A**

**LA PROTECCIÓN DE LA INFORMACIÓN Y  
MATERIAL CLASIFICADOS EN  
EL ÁMBITO DE LA DEFENSA**

El Gobierno de la República del Perú, denominado en lo sucesivo «la Parte Peruana»

y

El Gobierno de la República Francesa, denominado en lo sucesivo «la Parte Francesa»

Denominados en lo sucesivo «las Partes»,

Deseosos de garantizar la protección de la información y material clasificados intercambiados o generados en el ámbito de la defensa entre los dos Estados o entre organismos públicos o privados sometidos a sus respectivas leyes y reglamentos nacionales.

Han convenido en las disposiciones siguientes.

#### **Artículo 1 Definiciones**

A los efectos del presente Acuerdo se entenderá por:

«Información y material clasificados», la información y el material, sin prejuzgar su forma, naturaleza y método de transmisión, que estén elaborados o en curso de elaboración, a los que se asigne un nivel de clasificación de seguridad o de protección y que requieran, en el interés de la seguridad nacional y de conformidad con las legislaciones y reglamentos nacionales de las Partes, una protección contra la destrucción, sustracción, divulgación, pérdida, acceso por cualquier persona no habilitada ni autorizada, o contra cualquier otro riesgo;

«Parte de origen», la Parte, incluido todo organismo público o privado sometido a sus leyes y reglamentos nacionales, que entregue o transmita información o material clasificado a la otra Parte;

«Parte receptora», la Parte, incluido todo organismo público o privado sometido a sus leyes y reglamentos nacionales, a la que se transmite la información o material clasificados;

«Parte anfitriona», la Parte en cuyo territorio se llevará a cabo una visita;  
«Autoridades de seguridad competentes», la autoridad de cada una de las Partes, responsable del control general y de la aplicación del presente Acuerdo, o toda autoridad competente autorizada de conformidad con las leyes y reglamentos nacionales de cada una de Partes y que sea responsable de la aplicación del presente Acuerdo según los ámbitos correspondientes;

«Ámbito de la defensa», el ámbito en el cual se utilizan el conjunto de medios destinados a la realización de las misiones de defensa nacional de cada una de las Partes;



«Contrato clasificado o contrato con cláusulas de seguridad», un contrato, un subcontrato, o un proyecto cuya preparación y ejecución requieren el acceso a información o material clasificado o la utilización y generación de información clasificada;

«Contratista», toda persona física o jurídica que tenga capacidad jurídica para negociar y celebrar contratos clasificados o con cláusulas de seguridad;

«Usuario», persona física o jurídica habilitada por las Partes para tratar información y material clasificados;

«Necesidad de conocer», la necesidad de tener acceso a información y material clasificados en el marco de un cargo oficial determinado y para efectuar una misión específica.

## **Artículo 2** **Objeto**

El presente Acuerdo constituye la reglamentación de seguridad común aplicable, en el ámbito de la defensa, en todo intercambio de información y material clasificados entre las Partes, o entre los organismos públicos o privados sometidos a sus leyes y reglamentos nacionales.

## **Artículo 3** **Autoridades competentes**

Las Autoridades de seguridad competentes responsables del control general y de la aplicación del presente Acuerdo serán:

Por parte de la República Francesa:

**Ministère de la Défense de la République Française**  
**14, rue Saint-Dominique**  
**75 700 PARÍS SP 07**

Por parte de la República del Perú:

**Ministerio de Defensa de la República del Perú**  
**Avenida de la Peruanidad s/n – Jesús María**

Las Partes se mantendrán mutuamente informadas de cualquier modificación que pudiera afectar a sus Autoridades de seguridad competentes.

#### **Artículo 4** **Principios de seguridad**

De conformidad con sus respectivas leyes y reglamentos nacionales, las Partes tomarán las medidas pertinentes para garantizar la protección de la información y material clasificados que sean transmitidos, recibidos o creados según los términos del presente Acuerdo, así como conferirán a dicha información un nivel de protección equivalente al que tiene su propia información clasificada nacional, tal como se define en el artículo 5.

La protección de la información y material clasificados intercambiados entre las Partes se regirán por los siguientes principios:

4.1 La Parte receptora otorgará a la información y material clasificados que recibe un nivel de protección equivalente al expresamente aplicado a la información y material por la Parte de origen de acuerdo con las equivalencias definidas en el artículo 5 del presente Acuerdo.

4.2 El acceso a la información y material clasificados quedará reservado a las personas previamente habilitadas para el nivel de seguridad requerido y cuyas funciones requieren el acceso a esta información y material clasificados sobre la base de la necesidad de conocer.

4.3 La Parte receptora no transmitirá la información y material clasificados a un tercer Estado, a una persona física o jurídica que no tenga la nacionalidad de una de las Partes, o a una organización internacional sin la autorización escrita previa de las autoridades competentes de la Parte de origen.

4.4 La información y material clasificados transmitidos no podrán utilizarse con fines distintos a aquellos para los cuales se transmiten oficialmente.

4.5 La Parte receptora no recalificará ni desclasificará una información o un material clasificado transmitido sin el consentimiento previo por escrito de las autoridades competentes de la Parte de origen.

#### **Artículo 5** **Clasificaciones de seguridad y equivalencias**

Las Partes, al haber tomado conocimiento de las medidas de seguridad requeridas por sus respectivas legislaciones y reglamentos nacionales, se comprometen a garantizar la protección de la información y material clasificados intercambiados y adoptan la equivalencia de los niveles de clasificación de seguridad definidos en el cuadro siguiente:

<b>PERÚ</b>	<b>FRANCIA</b>
<i>SECRETO</i>	SECRET DEFENSE
<i>RESERVADO</i>	CONFIDENTIEL DEFENSE
<i>CONFIDENCIAL</i>	(Nota)

(Nota) La información marcada «CONFIDENCIAL» será tratada y protegida en Francia según las leyes y reglamentos nacionales de esta Parte aplicables a la mención «DIFFUSION RESTREINTE», que constituye un nivel de protección pero no de clasificación.

La información no clasificada pero protegida por la mención «DIFFUSION RESTREINTE», transmitida por la Parte francesa, será tratada y protegida por el Perú según sus leyes y reglamentos nacionales aplicables a la mención «CONFIDENCIAL».

Con el fin de mantener normas de seguridad comparables, y previa solicitud de una de las Partes, cada Parte proporcionará a la otra toda la información en relación con las normas de seguridad, los procedimientos y las prácticas nacionales aplicadas para garantizar la seguridad de la información y material clasificados. Cada Parte facilitará los contactos entre las Autoridades de seguridad de las dos Partes.

Las Partes se mantendrán informadas de cualquier cambio relativo a las leyes y reglamentos relativos a la seguridad de la información y material clasificados.

#### **Artículo 6 Habilitación de seguridad**

Para el acceso a la información y material clasificados CONFIDENTIEL DEFENSE / RESERVADO o de nivel superior, cada Parte, de conformidad con las legislaciones y reglamentos nacionales, seguirá un procedimiento de habilitación de seguridad.

Tratándose de la habilitación de seguridad de un nacional de una de las Partes que ha residido o que reside aún en el territorio de la otra Parte en virtud de acuerdos o contratos sujetos al presente Acuerdo, las Autoridades de seguridad competentes de cada Parte se prestarán asistencia de conformidad con su legislación y reglamentos nacionales.

#### **Artículo 7 Marcado, recepción y modificación**

En cuanto reciba la información y material clasificados procedentes de la otra Parte, la Parte receptora pondrá sus propios sellos nacionales de clasificación de acuerdo con las equivalencias definidas en el artículo 5 del presente Acuerdo.

Las Partes se informarán mutuamente de cualquier cambio posterior de clasificación de la información y material clasificados transmitidos.

### **Artículo 8 Reglas de divulgación**

La información y material clasificados intercambiados, transmitidos o elaborados conjuntamente por las dos Partes al amparo de acuerdos, contratos clasificados o de cualquier otra actividad común, no podrán ser recalificados, descalificados o transmitidos a un tercer Estado, a una persona física o jurídica con nacionalidad de un tercer Estado, o a una organización internacional, sin el consentimiento previo por escrito de la otra Parte.

### **Artículo 9 Medidas de seguridad**

Cada Parte pondrá en conocimiento de los usuarios de la existencia del presente Acuerdo en cuanto se refiere a los intercambios de información y material clasificados.

Las Partes reconocerán mutuamente las habilitaciones de seguridad entregadas a sus nacionales en el marco del acceso a la información clasificada.

Si una de las Partes considera que una empresa registrada en su territorio nacional es de propiedad o está bajo la influencia de un tercer Estado cuyos objetivos no son compatibles con los de la Parte anfitriona, a esta empresa no se le concederá un certificado de habilitación. En consecuencia, se avisará cuanto antes a las Autoridades de seguridad competentes de la Parte que hayan presentado la solicitud.

Las Autoridades de seguridad competentes se mantendrán mutuamente informadas de los cambios en las habilitaciones de seguridad de sus nacionales en el marco del presente Acuerdo, en particular en caso de retirada o de reducción del nivel de las mismas.

### **Artículo 10 Transmisión de informaciones a los usuarios de las Partes**

En caso de transmisión de información y material clasificados de una Parte a usuarios de la otra Parte, la Parte receptora deberá:

10.1 Garantizar que sus instalaciones están en condiciones de proteger de manera adecuada la información y material clasificados.

10.2 Otorgar a estas instalaciones una habilitación de seguridad del nivel requerido.

10.3 Otorgar una habilitación de seguridad del nivel requerido a las personas que tienen necesidad de conocer.

10.4 Garantizar que todas las personas que tienen acceso a esta información y material clasificados sean informadas de sus responsabilidades en materia de protección de la información y material clasificados, de conformidad con las leyes y reglamentos en vigor.

10.5 Efectuar o hacer efectuar inspecciones regulares de seguridad de sus instalaciones.

### **Artículo 11** **Reproducciones, traducciones y destrucción**

La Parte receptora marcará las reproducciones y traducciones producidas de manera idéntica a los originales y les garantizará la misma protección.

La traducción y reproducción de la información clasificada SECRET DEFENSE / SECRETO se autorizarán solamente con el consentimiento escrito de las Autoridades de seguridad competentes de la Parte de origen.

La información clasificada se destruirá de tal modo que resulte imposible su reconstrucción total o parcial.

Según las leyes y reglamentos nacionales de las Partes, una prueba escrita de destrucción deberá conservarse y proporcionarse a la Parte de origen a su demanda.

### **Artículo 12** **Procedimientos a seguir en materia de transmisión**

12.1 La información clasificada se transmitirá entre las Partes por vía diplomática con arreglo a las leyes y reglamentos nacionales de la Parte de origen.

12.2 Las Autoridades de seguridad competentes podrán, de común acuerdo, acordar que la información clasificada pueda transmitirse por otro cauce distinto a la vía diplomática, en la medida en que este método de transmisión resultase inadecuado o difícil.

12.3 Las transmisiones responderán a las siguientes exigencias:

a) El transportador tendrá una habilitación de seguridad apropiada. La persona que realiza el transporte será un empleado permanente de la empresa expedidora o destinataria, o formará parte de la administración y tendrá una habilitación de un nivel al menos igual al de la información clasificada que traslada.

b) La persona que realiza el transporte llevará una carta de correo entregada por la autoridad donde se señala el expedidor o se identifica el destinatario.

c) La Parte de origen llevará un registro de la información clasificada que se transmite y un extracto de este registro se proporcionará a solicitud de la Parte receptora. El remitente conservará una relación de la información clasificada transmitida, un ejemplar de dicha relación será remitida al destinatario, que lo transmitirá a la autoridad competente.

d) La información clasificada será debidamente embalada y sellada de acuerdo con las leyes y reglamentos nacionales de la Parte de origen.

e) La recepción de la información clasificada se confirmará cuanto antes por escrito.

12.4 La transmisión de una importante cantidad de información clasificada se organizará entre las respectivas Autoridades de seguridad competentes caso por caso.

12.5 La transmisión electrónica de información clasificada se efectuará solamente bajo forma cifrada, utilizando métodos y dispositivos criptográficos mutuamente aceptados entre las respectivas Autoridades de seguridad competentes.

### **Artículo 13** **Contratos clasificados**

13.1 Cuando se abren negociaciones precontractuales para un contrato o un contrato de subcontratación clasificado, entre un usuario situado en una de las Partes y otro situado en la otra Parte, la Autoridad de seguridad competente de la Parte de origen informará a la Autoridad de seguridad de la Parte receptora. La notificación deberá indicar el más alto nivel de clasificación de la información implicada en el contrato clasificado.

13.2 Las Autoridades de seguridad competentes de la Parte de origen notificarán a las Autoridades de seguridad competentes de la Parte receptora todo Contrato clasificado o con cláusulas de seguridad antes de cualquier intercambio de información clasificada.

13.3 Una Parte que tiene la intención de celebrar o autorizar a uno de sus Contratistas para celebrar un Contrato clasificado o con cláusulas de seguridad, con un Contratista de la otra Parte, deberá obtener la confirmación ante la Autoridad de seguridad competente de la otra Parte que este último tiene el nivel de habilitación necesario para la ejecución de dicho contrato clasificado. En caso negativo, la Autoridad de seguridad competente de la Parte receptora iniciará un procedimiento de habilitación del nivel requerido.

13.4 Antes de celebrar un Contrato clasificado con un Contratista bajo la jurisdicción de la otra Parte, o de autorizar uno de sus propios Contratistas a celebrar un Contrato clasificado en el territorio de la otra Parte, una Parte recibirá de antemano la confirmación escrita de la Autoridad de seguridad

competente de la otra Parte, que el Contratista propuesto recibió una habilitación de nivel adecuado y que adoptó todas las medidas de seguridad necesarias para la protección de la información clasificada.

13.5 Para todo contrato o contrato de subcontratación clasificado que implique información y material clasificados, se establecerá un anexo de seguridad. En este anexo, la Autoridad de seguridad competente de la Parte de origen de la información o el material, precisará lo que debe ser protegido por la Parte receptora así como el nivel de clasificación correspondiente que es aplicable. Solamente la autoridad de la Parte de origen podrá modificar el nivel de clasificación de una información o de un material definido en un anexo de seguridad.

13.6 Todo Contrato clasificado incluirá disposiciones relativas a las instrucciones de seguridad así como una guía de clasificación. Estas instrucciones serán coherentes con las requeridas por las Autoridades de seguridad competentes de la Parte de origen.

13.7 La Autoridad de seguridad competente de la Parte de origen transmitirá una copia del Anexo de seguridad a la Autoridad de seguridad competente de la otra Parte.

13.8 Las Autoridades de seguridad competentes de la Parte en cuyo territorio el contrato clasificado debe ser ejecutado deberán velar porque en el marco de la ejecución de Contratos clasificados, sea aplicado y mantenido un nivel de seguridad equivalente al nivel requerido para la protección de sus propios Contratos clasificados.

13.9 Antes de celebrar un Contrato clasificado con un subcontratista, el Contratista deberá haber recibido la autorización de sus Autoridades de seguridad competentes. Los subcontratistas tendrán que someterse a las mismas condiciones de seguridad que las establecidas con respecto al Contratista.

#### **Artículo 14** **Visitas**

Las visitas por nacionales de una Parte a instalaciones de la otra Parte donde información y material clasificados son mantenidos, son concedidas bajo reserva que la autoridad competente de la Parte receptora haya dado una autorización previa escrita para tales visitas. Las visitas de nacionales de un tercer Estado que impliquen acceso a información o material clasificados intercambiados entre las Partes, o a las zonas donde tal información y material son mantenidas, no pueden autorizarse sino de común acuerdo entre las Partes.

Las solicitudes de visitas se transmitirán por vía diplomática a la Autoridad de seguridad competente de la Parte anfitriona. Estas solicitudes deberán llegar en un plazo mínimo de tres (3) semanas antes de la visita requerida. Las

solicitudes de visitas incluirán la información que figura en el Anexo del presente Acuerdo.

Una Parte podrá solicitar una autorización de visita por un período máximo de doce (12) meses. Si se prevé que no se terminará una visita particular en el plazo aprobado o que una prólongación del período autorizado para las visitas regulares es necesaria, la Parte que presenta la solicitud de visita hará una nueva solicitud de autorización de visita en un plazo que no podrá ser inferior a tres (3) semanas antes de la expiración de la autorización relativa a la visita en curso.

Todos los visitantes deberán atenerse a las normas de seguridad y a las instrucciones de la Parte anfitriona.

Las visitas citadas en el presente apartado implican que todo visitante tenga una habilitación de seguridad adecuada así como la necesidad de conocer.

#### **Artículo 15 Visitas múltiples**

Para todo proyecto, programa o contrato clasificados, las Partes podrán convenir en establecer listas de personal autorizado a efectuar visitas múltiples de acuerdo con las modalidades y condiciones acordadas mutuamente por las Autoridades de seguridad competentes de las Partes. Estas listas serán válidas para un período inicial de doce (12) meses que se podrá prorrogar luego un acuerdo entre las Autoridades de seguridad competentes de las Partes para períodos suplementarios que no excedan doce (12) meses.

Las listas mencionadas se establecerán y determinarán con arreglo a las disposiciones vigentes en la Parte anfitriona. Una vez que estas listas sean aprobadas por las Autoridades de seguridad competentes de las Partes, las modalidades particulares de la visita podrán ser efectuadas directamente ante las autoridades competentes de los establecimientos que deben ser visitados por las personas mencionadas en estas listas según los términos y condiciones acordados.

#### **Artículo 16 Control de las instalaciones**

De conformidad con las leyes y reglamentos nacionales, cada Parte llevará a cabo inspecciones de seguridad en sus establecimientos que tienen información y material clasificados transmitidos o intercambiados en el marco del presente Acuerdo, con el fin de garantizar que las medidas de seguridad son aplicadas correctamente.

De conformidad con los procedimientos enunciados en el presente Acuerdo, los representantes de cada Parte, a requerimiento, podrán hacerse presentes en lugares e instalaciones situados en el territorio de la otra Parte con el fin de



apreciar, con las autoridades competentes, las medidas de protección establecidas para garantizar la seguridad de la información y material clasificados que han sido transmitidos por la Parte de origen.

#### **Artículo 17** **Riesgos de seguridad**

Las Autoridades de seguridad competentes se informarán inmediatamente por escrito en caso de riesgo sospechado o probado, cualquiera que sea la forma, de destrucción, desvío, sustracción, reproducción no autorizada, divulgación, pérdida efectiva o presunta de información y material clasificados transmitidos o intercambiados, o de toda violación de la reglamentación nacional relativa a la protección de la información clasificada transmitida en el marco del presente Acuerdo.

La notificación deberá ser suficientemente detallada para que la Parte de origen pueda proceder a una evaluación completa de las consecuencias.

La Parte receptora realizará una investigación (con, si fuere necesario, la ayuda de la otra Parte) y tomará todas las medidas apropiadas, de acuerdo con sus leyes y reglamentos nacionales, para limitar las consecuencias y prevenir un nuevo caso. La Parte receptora informará a la Parte de origen de los resultados de la investigación y las medidas adoptadas para evitar que tales actuaciones se repitan.

#### **Artículo 18** **Gastos**

La ejecución del presente Acuerdo no genera ningún gasto específico.

#### **Artículo 19** **Solución de controversias**

Toda controversia derivada de la interpretación o de la aplicación del presente Acuerdo se resolverá exclusivamente por consulta entre las Partes.

#### **Artículo 20** **Disposiciones finales**

Cada una de las Partes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos en lo que la concierne para la entrada en vigor del presente Acuerdo, que surtirá efecto el día de la recepción de la segunda notificación. Las disposiciones del presente Acuerdo se aplicarán también a la información y material clasificados intercambiados previamente a su entrada en vigor.

El presente Acuerdo podrá enmendarse en cualquier momento de común acuerdo por escrito entre las Partes. Las enmiendas entrarán en vigor de acuerdo con el párrafo 1 del presente Artículo.

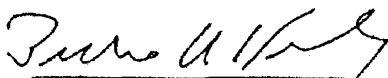
El presente Acuerdo, incluido su Anexo que hace parte integral del mismo, se suscribe por un período de veinte (20) años, a partir de la fecha en que entra en vigor y se prorrogará expresamente por períodos de cinco (5) años.

El presente Acuerdo podrá denunciarse en cualquier momento por cada una de las Partes mediante notificación con seis (6) meses de antelación. Esta denuncia no pondrá en entredicho los derechos y obligaciones de las Partes vinculadas con la protección de las información y material clasificados intercambiados a efectos de la aplicación del presente Acuerdo.

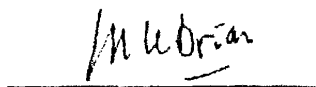
En caso de denuncia y mientras la Parte de origen no haya notificado la desclasificación a la Parte receptora, la información y material clasificados intercambiados durante el período de validez del Acuerdo así como aquellos derivados de contratos clasificados o de contratos de subcontratación celebrados y aún en vigor o en curso de ejecución, continuarán tratándose con arreglo a lo dispuesto en el presente Acuerdo.

EN FE DE LO CUAL, los representantes de ambas Partes, debidamente autorizados al efecto, firman el presente Acuerdo y estampan su sello en el mismo.

Hecho en Lima, el 04 de noviembre de 2013 en dos ejemplares, cada uno en idioma castellano y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

  
POR EL GOBIERNO DE LA  
REPÚBLICA DEL PERÚ

Pedro Cateriano Belhido  
Ministro de Defensa

  
POR EL GOBIERNO DE LA  
REPÚBLICA FRANCESA

Jean-Yves Le Drian  
Ministro de Defensa

## ANEXO

La solicitud de visita mencionada en los artículos 12 y 13 deberá contener la siguiente información:

- a. Apellido y nombre del visitante, fecha y lugar de nacimiento, nacionalidad y número del pasaporte;
- b. Profesión y cargo del visitante, nombre del establecimiento o del organismo que lo emplea;
- c. Nivel de habilitación de seguridad del visitante, autenticado por un certificado de seguridad expedido por la Parte demandante;
- d. Fecha propuesta para la visita y duración prevista;
- e. Finalidad de la visita y todas las indicaciones útiles sobre los temas que deben tratarse y los niveles de clasificación de la información y material clasificados;
- f. Nombre de los establecimientos, instalaciones y locales que vayan a visitarse;
- g. Apellidos y nombres de las personas que deben recibir al visitante, si fuera posible;
- h. Fecha, firma y el estampado del sello oficial de la autoridad (de seguridad) competente de la parte demandante.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PERU  
AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC ON THE  
PROTECTION OF CLASSIFIED INFORMATION AND MATERIAL IN THE  
FIELD OF DEFENCE

The Government of the Republic of Peru, hereinafter referred to as “Peru”,  
and

The Government of the French Republic, hereinafter referred to as “France”,  
Hereinafter referred to as “the Parties”,

Wishing to ensure the protection of classified information and material in the field of defence  
exchanged or produced between the two States or between public or private agencies that are  
subject to their respective national laws and regulations,

Have agreed as follows:

*Article 1. Definitions*

For the purposes of this Agreement:

“Classified information and material” means information and material, irrespective of their  
form, nature or manner of transmission, and whether they have been or are being developed, that  
have been accorded a level of security classification or protection and that, in the interest of  
national security and pursuant to the national laws and regulations of the Parties, require  
protection against destruction, theft, disclosure, loss, access by a person without clearance and  
authorization, or compromise of any other kind;

“Originating Party” means the Party, including any public or private agency that is subject to  
its national laws and regulations, that issues or transmits classified information or material to the  
other Party;

“Recipient Party” means the Party, including any public or private agency that is subject to its  
national laws and regulations, to which classified information or material is transmitted;

“Host Party” means the Party in whose territory a visit takes place;

“Competent security authorities” means the authority of each of the Parties responsible for the  
overall supervision and implementation of this Agreement, or any other competent authority that  
is authorized under the national laws and regulations of each of the Parties and that is responsible  
for the implementation of this Agreement in the relevant fields;

“Field of defence” means the field in which all means aimed at accomplishing the national  
defence objectives of each of the Parties are employed;

“Classified contract or contract with security clauses” means a contract, subcontract or project  
whose development and execution require access to classified information or material, or the use  
and production of classified information;

“Contractor” means any individual or legal person having the legal capacity to negotiate and  
conclude classified contracts or contracts with security clauses;

“User” means any natural or legal person cleared by the Parties to handle classified information and material;

“Need to know” means the need to have access to classified information and material within the framework of a specific official duty and for carrying out a specific task.

### *Article 2. Purpose*

This Agreement constitutes the set of common security regulations applicable, in the field of defence, to any exchange of classified information and material between the Parties or between public or private agencies that are subject to their national laws and regulations.

### *Article 3. Competent authorities*

The competent security authorities responsible for the overall supervision and implementation of this Agreement are as follows:

For the Republic of Peru:

Ministry of Defence  
Av. La Peruanidad s/n  
Jesús María  
Lima

For the French Republic:

Ministry of Defence of the French Republic  
14, rue Saint-Dominique  
75 700 Paris SP 07

The Parties shall keep each other informed of any change affecting their competent security authorities.

### *Article 4. Principles of security*

In accordance with their respective national laws and regulations, the Parties shall take appropriate measures to ensure the protection of classified information and material transmitted, received or created under this Agreement and shall accord to such information a level of protection equivalent to that accorded to their own national classified information, as defined in article 5.

The protection of classified information and material exchanged between the Parties shall be regulated by the following principles:

4.1 The recipient Party shall accord to the classified information and material that it receives a level of protection equivalent to that expressly accorded to such classified information and material by the originating Party, in accordance with the equivalents defined in article 5 of this Agreement;

4.2 Access to classified information and material shall be restricted exclusively to persons that have obtained the required level of clearance and whose duties require access to such classified information and material, on a need-to-know basis;

4.3 The recipient Party shall not transmit classified information or material to a third State, a natural or legal person not having the nationality of either Party or an international organization without prior written authorization from the competent authorities of the originating Party;

4.4 Transmitted classified information and material may not be used for purposes other than those for which they are officially transmitted;

4.5 The recipient Party shall neither downgrade nor declassify any transmitted classified information or material without the prior written agreement of the competent authorities of the originating Party.

*Article 5. Security classifications and equivalents*

The Parties, having taken note of the security measures provided for in their respective national laws and regulations, undertake to ensure the protection of classified information and material that are exchanged and shall adopt the security classification level equivalents defined in the table below:

Peru	France
SECRETO [SECRET]	SECRET DEFENSE [DEFENCE SECRET]
RESERVADO [RESTRICTED]	CONFIDENTIEL DEFENSE [DEFENCE CONFIDENTIAL]
CONFIDENCIAL [CONFIDENTIAL]	(Note)

(Note) Information marked “CONFIDENCIAL” shall be handled and protected in France in accordance with the national laws and regulations of that Party applicable to information marked “DIFFUSION RESTREINTE” [RESTRICTED DISTRIBUTION], which constitutes a level of protection but not of classification.

Information that is not classified but is protected by the marking “DIFFUSION RESTREINTE” and that is transmitted by France shall be handled and protected by Peru in accordance with its national laws and regulations applicable to information marked “CONFIDENCIAL”.

In order to maintain comparable security standards, each Party, at the request of the other, shall furnish all information concerning the national security rules, procedures and practices applied to ensure the security of classified information and material. Each Party shall facilitate contact between the security authorities of the two Parties.

The Parties shall keep each other informed of any changes to laws and regulations relating to the security of classified information and material.

*Article 6. Security clearance*

For access to information and material classified as “CONFIDENTIEL DEFENSE” / “RESERVADO” or above, each Party shall conduct a security clearance procedure in accordance with its national laws and regulations.

In the case of security clearance of a national of one of the Parties who has stayed or is still staying in the territory of the other Party pursuant to agreements or contracts subject to this Agreement, the competent security authorities of each Party shall lend each other assistance in accordance with their national laws and regulations.

*Article 7. Marking, receipt and modification*

Upon receiving classified information and material from the other Party, the recipient Party shall affix its own national classification stamps in accordance with the equivalents defined in article 5 of this Agreement.

The Parties shall inform each other of any subsequent change in the classification of the classified information and material transmitted.

*Article 8. Rules for disclosure*

Classified information and material exchanged, transmitted or developed jointly by the two Parties under agreements, classified contracts or any other joint activity may not be downgraded, declassified or transmitted to a third State, to a natural or legal person having the nationality of a third State, or to an international organization without the prior written agreement of the other Party.

*Article 9. Security measures*

Each Party shall inform users of the existence of this Agreement whenever exchanges of classified information and material are involved.

The Parties shall mutually recognize security clearances issued to their nationals in connection with access to classified information.

If one of the Parties considers a company registered in its national territory to be owned or influenced by a third State whose objectives are not compatible with those of the host Party, that company shall not be issued a clearance certificate. The competent security authorities of the Party making the request shall be notified accordingly as soon as possible.

The competent security authorities shall keep each other informed of changes concerning the security clearances of their nationals within the framework of this Agreement, in particular in the case of withdrawal of clearance or lowering of the clearance level.

*Article 10. Transmission of information to users from the Parties*

In the event of transmission of classified information and material from one Party to users from the other Party, the recipient Party shall:

- 10.1 Ensure that its facilities are capable of properly protecting the classified information and material;
- 10.2 Grant these facilities the required level of security clearance;
- 10.3 Grant the required level of security clearance to persons that have a need to know;
- 10.4 Ensure that all persons with access to classified information and material are informed of their responsibilities with regard to the protection of classified information and material, in accordance with the laws and regulations in force;
- 10.5 Carry out, or have carried out, regular security inspections of its facilities.

*Article 11. Reproductions, translations and destruction*

The recipient Party shall ensure that any reproductions or translations produced are marked in an identical manner to the originals and are afforded the same protection.

The translation and reproduction of information classified as “SECRET DEFENSE” / “SECRETO” shall be permitted solely with the written consent of the competent security authorities of the originating Party.

Classified information shall be destroyed in such a way as to preclude its reconstruction in whole or in part.

In accordance with the national laws and regulations of the Parties, written proof of destruction shall be kept and provided to the originating Party upon request.

*Article 12. Procedures to be followed with regard to transmission*

12.1 Classified information shall be transmitted from one Party to the other through the diplomatic channel, in accordance with the national laws and regulations of the originating Party.

12.2 The competent security authorities may, by mutual agreement, decide that classified information may be transmitted by a means other than the diplomatic channel if that mode of transmission proves unsuitable or difficult.

12.3 Transmissions shall meet the following requirements:

(a) The courier shall possess the appropriate security clearance. The person carrying out the delivery shall be a permanent employee of either the sending company or the recipient company, or belong to the administration, and shall have clearance at a level at least equivalent to that of the classified information to be transmitted;

(b) The person carrying out the delivery shall have a carrier certificate issued by the authority to which the sender or the recipient is subject;

(c) The originating Party shall keep a register of the classified information transferred and the recipient Party shall be provided with an extract from this register upon request. The sender shall keep a record of the classified information delivered; a copy of the record shall be provided to the recipient, who shall transmit it to the competent authority;

(d) The classified information shall be duly packaged and sealed in accordance with the national laws and regulations of the originating Party;



(e) Receipt of classified information shall be confirmed in writing as soon as possible.

12.4 The transmission of a large quantity of classified information shall be organized between the respective competent security authorities on a case-by-case basis.

12.5 The electronic transmission of classified information shall be effected in encrypted form only, using cryptographic methods and devices mutually accepted by the respective competent security authorities.

### *Article 13. Classified contracts*

13.1 When pre-contractual negotiations for a classified contract or subcontract are entered into between a user located in one of the Parties and another located in the other Party, the competent security authority of the originating Party shall inform the security authority of the recipient Party. The notification shall specify the highest classification level of the information to which the classified contract relates.

13.2 The competent security authorities of the originating Party shall notify the competent security authorities of the recipient Party of any classified contract or contract with security clauses prior to any exchange of classified information.

13.3 A Party intending to conclude or authorize one of its contractors to conclude, with a contractor of the other Party, a classified contract or a contract with security clauses shall ascertain from the competent security authority of the other Party that its contractor holds the appropriate level of clearance necessary for the execution of the classified contract. If it does not, the competent security authority of the recipient Party shall initiate a procedure to grant the required level of clearance.

13.4 Before concluding a classified contract with a contractor that is under the jurisdiction of the other Party or authorizing one of its own contractors to conclude a classified contract in the territory of the other Party, a Party shall receive prior written assurance from the competent security authority of the other Party that the proposed contractor has been granted the appropriate level of clearance and has taken all the appropriate security measures necessary for the protection of classified information.

13.5 For any classified contract or subcontract containing classified information and material, a security annex shall be drawn up. In the annex, the competent security authority of the originating Party of the information or material shall specify what is to be protected by the recipient Party, as well as the applicable classification level. Only the authority of the originating Party may modify the classification level of information or material listed in a security annex.

13.6 All classified contracts shall contain provisions relating to security instructions and a classification guide. The instructions shall be consistent with those issued by the competent security authorities of the originating Party.

13.7 The competent security authority of the originating Party shall transmit a copy of the security annex to the competent security authority of the other Party.

13.8 The competent security authorities of the Party in whose territory the classified contract is to be executed shall ensure that, in connection with the execution of classified contracts, a level of security equivalent to that required for the protection of their own classified contracts is applied and maintained.

13.9 Before concluding a classified contract with a subcontractor, the contractor shall receive authorization from its competent security authorities. Subcontractors shall comply with the same security requirements as those established for the contractor.

#### *Article 14. Visits*

Visits by nationals of one Party to a site of the other Party where classified information and material are held shall be permitted, provided that prior written authorization for such visits has been given by the competent security authority of the host Party. Visits by nationals of a third State involving access to classified information or material exchanged between the Parties, or to areas where such information and material may be held, shall be authorized only by mutual agreement between the Parties.

Requests for visits shall be transmitted through the diplomatic channel to the competent security authority of the host Party. Such requests shall be received at least three weeks prior to the requested visit. Requests for visits shall contain the information listed in the annex to this Agreement.

A Party may request an authorization to visit for a maximum period of 12 months. If a particular visit is unlikely to be completed within the approved time, or if an extension of the period authorized for regular visits is required, the Party requesting the visit shall make a new request for authorization to visit at least three weeks before the expiry of the authorization for the current visit.

All visitors shall comply with the security rules and instructions of the host Party.

The visits referred to in this paragraph are predicated on the assumption that every visitor has the appropriate security clearance and the need to know.

#### *Article 15. Multiple visits*

For any classified project, programme or contract, the Parties may agree to draw up lists of personnel authorized to make multiple visits in accordance with the procedures and conditions mutually agreed upon by the competent security authorities of the Parties. These lists shall be valid for an initial period of 12 months, which may be extended, following agreement between the competent security authorities of the Parties, for additional periods not exceeding 12 months.

The above-mentioned lists shall be drawn up and agreed upon in accordance with the provisions in force in the host Party. Once such lists have been approved by the competent security authorities of the Parties, the procedures for specific visits may be determined directly with the competent authorities of the establishments to be visited by the persons mentioned in the lists, in accordance with the agreed terms and conditions.

#### *Article 16. Inspection of facilities*

In accordance with its national laws and regulations, each Party shall carry out security inspections in its establishments that hold classified information and material transmitted or exchanged under this Agreement, in order to ensure that the security measures are being correctly applied.

In accordance with the procedures set out in this Agreement, representatives of each Party may, at their request, visit the sites and facilities located in the territory of the other Party in order to assess, with the competent authorities, the protective measures put in place to ensure the security of the classified information and material that have been transmitted by the originating Party.

*Article 17. Security compromise*

In the event of a suspected or actual compromise of security of any kind – destruction, misappropriation, theft, unauthorized reproduction, disclosure or actual or suspected loss of transmitted or exchanged classified information and material, or any violation of national regulations on the protection of classified information transmitted under this Agreement – the competent security authorities of the other Party shall be informed immediately in writing.

The notification shall be sufficiently detailed to enable the originating Party to conduct a thorough evaluation of the consequences.

The recipient Party shall conduct an investigation (with the assistance of the other Party, if necessary) and take all appropriate measures, in accordance with its national laws and regulations, to mitigate the consequences and prevent any further such occurrences. The recipient Party shall inform the originating Party of the results of the investigation and of the measures taken to prevent the recurrence of such incidents.

*Article 18. Costs*

The implementation of this Agreement shall not give rise to any specific costs.

*Article 19. Settlement of disputes*

Any dispute regarding the interpretation or application of this Agreement shall be settled exclusively by consultation between the Parties.

*Article 20. Final provisions*

Each of the Parties shall notify the other of the completion of its national procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the date of receipt of the second notification. The provisions of this Agreement shall also apply to classified information and material exchanged prior to its entry into force.

This Agreement may be amended at any time by mutual agreement, in writing, between the Parties. Amendments shall enter into force in accordance with paragraph 1 of this article.

This Agreement, including its annex, which forms an integral part thereof, is concluded for a period of 20 years from the date of its entry into force and shall be explicitly extended for periods of five years.

This Agreement may be terminated at any time by either of the Parties with six months' notice. Such termination shall not affect the rights and obligations of the Parties in connection with the protection of classified information and material exchanged for the purpose of implementing this Agreement.

In the event of termination and until the originating Party notifies the recipient Party of their declassification, classified information and material exchanged during the term of the Agreement, as well as those arising from classified contracts or subcontracts concluded and still in force or being executed, shall continue to be handled in accordance with the provisions of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Parties, being duly authorized thereto, have signed this Agreement and hereunto affixed their seals.

DONE at Lima on 4 November 2013 in duplicate in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Peru:

PEDRO CATERIANO BELLIDO

Minister of Defence

For the Government of the French Republic:

JEAN-YVES LE DRIAN

Minister of Defence

## ANNEX

Requests for visits in accordance with articles 12 and 13 shall contain the following information:

- (a) The visitor's full name, date and place of birth, nationality and passport number;
- (b) The visitor's position and duties and the name of the establishment or organization that employs him or her;
- (c) The visitor's level of security clearance, authenticated by a security certificate furnished by the requesting Party;
- (d) The proposed date and anticipated duration of the visit;
- (e) The purpose of the visit and all pertinent information concerning the subjects to be dealt with and the classification levels of the classified information and material involved;
- (f) The names of the establishments, facilities and premises to be visited;
- (g) The full names of the persons who are to receive the visitor, if possible;
- (h) The date, signature and affixed official stamp of the competent (security) authority of the requesting Party.